

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 218 - VENDREDI 16 MAI 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Pour la première fois depuis des siècles, l'espoir des peuples d'Europe s'exprime dans la langue grecque ! ●

AGENDA MILITANT

→ 17 mai

Paris [Les samedis de papiers](#)

→ 21 mai

Grenoble [Exposé et critique des thèses de Piketty.](#)

Bordeaux [Rencontres anthropologiques d'Espace Marx](#)

→ 22 mai

Rennes [Avec le Front de gauche aux européennes](#)

→ 24 mai

IdF [La crise du capitalisme, question d'actualité ?](#) OMOS

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Pensons une nouvelle société](#)

→ **Monde, Europe**

[De l'esclavage aux massacres](#), lettre du LKP

[Islam et capitalisme](#), Maxime Rodinson, Alain Gresh

[Karl Marx, Les thèses sur Feuerbach](#), Georges Labica

Au-delà du scrutin du 25 mai, la bataille pour un projet de société

Sur fond de démission idéologique, le PS engage en connaissance de cause une course mortifère. Comment ne pas voir que dans sa fuite en avant austéritaire, il perdra non seulement son âme, mais aussi la plus grande part de ses électeurs ? De plus, vu sa politique de droite, il sera vain pour lui de justifier l'appel au rassemblement de «la gauche» par la montée du Front national.

Rien n'est plus urgent, face à cette marche folle, de proposer la convergence des citoyens et des forces qui ne se résignent pas à l'austérité sans fin et à un horizon funeste : Front de gauche, qui tarde trop à accomplir sa mue en un front citoyen ; militants et sensibilités d'EELV, du PS et du NPA ; citoyens engagés dans de multiples luttes et expériences autogestionnaires... tous susceptibles de faire naître une dynamique en faveur d'une alternative politique. Certes, le chemin sera long pour réussir à conquérir une majorité en faveur de transformations profondes. Et alors ?

Pour qu'une telle option prenne corps et soit capable de disputer ce qui reste de l'hégémonie du PS sur la gauche et, mieux, de mettre en cause globalement l'option libérale, tout un champ d'idées est à cultiver. L'heure est ainsi à élaborer et à mettre en débat une conception et un projet de société, au-delà des habituels catalogues de promesses.

Le succès de la manifestation du 12 avril a été une nouvelle étincelle, montrant les possibilités de convergences entre des citoyens et des forces d'horizons variés. On est loin de la gestion des défaites sociales à laquelle sont résignées, chacune à sa façon, la direction de la CFDT, acquise à l'esprit des réformes en cours, et malheureusement la direction de la CGT, dont l'inertie concerne aussi bien la constitution d'un pôle syndical de transformation sociale et écologique que l'enjeu d'une alternative politique.

Le 25 mai, en allant voter pour les listes présentées par le Front de gauche aux élections européennes, nous n'oublierons pas qu'au-delà des échéances électorales, l'avenir appelle un vrai combat d'idées, persévérant et dans la durée. Alors que s'annonce une crise globale, avec la droite et l'extrême-droite en embuscade, il serait temps de mettre de côté les querelles de boutiques et de *leader-ship* pour affronter les adversaires de l'émancipation. Eux mènent depuis longtemps une puissante bataille idéologique, pourquoi pas nous ?

● Gilles Alfonsi



Rompre avec la mondialisation du capital

Construire la mondialité du bien commun

**Dans *La Bataille des Mondes*, Roger Martelli, interrogeant la mondialisation dans son histoire et sa réalité actuelle, questionne aussi les alternatives proposées : démondialisation ? mondialité ?
Lecture par Gustave Massiah.**



Éditions François Bourin
212 p., 18 €

Roger Martelli, en un livre brillant et percutant, traite de la question de la mondialisation réellement existante et de ses dérives, à partir des alternatives possibles à cette mondialisation. Quel est l'espace de la réponse ? Comment penser le monde, l'espace monde, l'espace du monde. Quel est le temps de la réponse ? Celui de la stratégie qui articule la réponse à l'urgence et la transformation structurelle qui appelle à la rupture. L'ambition est grande ; elle est d'embrasser la pensée radicale dans tous ses derniers développements et dans tout ce qui peut la servir. La rupture se trouve aussi dans la manière de penser. Je suivrai assez fidèlement ses formulations pour en partager, et en discuter, les idées et les propositions.

La pesanteur de l'incertain

Il faut déjà prendre la mesure de la mondialisation à partir de la pesanteur de l'incertain. Le monde est en train de changer de bases : économiques, sociales,

géopolitiques, idéologiques, culturelles et, fait plus nouveau, écologiques. La méfiance et la peur de la mondialisation sont sensibles. Mais, ce n'est pas parce qu'on refuse la mondialisation existante qu'il faut tourner le dos au monde en

La mondialisation en cours proclame le règne de la marchandise comme une fin de l'Histoire et propose un universel formé par la forme-argent et l'empire

formation. En termes de mondialisation, anti et alter ne sont pas antinomiques. La recherche d'alternatives découle du refus de l'inacceptable et la recherche des autres mondes possibles est la manière la plus radicale de refuser un avenir pré-tendument inéluctable.

La mondialisation est une réalité et une idéologie. La mondialisation en cours proclame le règne de la marchandise comme une fin de l'Histoire et propose un universel formé par la forme-argent et l'empire. Les conséquences en sont connues : dérégulation, privatisation, concurrence libre et non faussée, flexibilité, fluidité, rigueur salariale. Mais on peut aussi pointer la fin d'un cycle : la valorisation du capital s'essouffle, l'hégémonie impériale américaine s'affaiblit comme la confiance absolue dans les vertus de la démocratie occidentale confrontée au délire sécuritaire et aux méthodes technocratiques de la gouvernance.

Roger Martelli rappelle opportunément que le *Manifeste du Parti communiste*, dès 1848, avait pointé la logique du marché mondial et l'interdépendance universelle des nations. Il souligne l'actualité de cette pensée. On peut aussi rappeler un autre texte de Marx, dans sa lettre à Engels en 1858 : « *La véritable mission de la société bourgeoise*, ●●●

●●● *c'est de créer le marché mondial, du moins dans ses grandes lignes, ainsi qu'une production conditionnée par le marché mondial. Comme le monde est rond, cette mission semble achevée depuis la décolonisation de la Californie et de l'Australie et l'ouverture du Japon et de la Chine. »*

La mondialisation actuelle se fonde sur la marchandise, le libre-échange et la norme de l'échange, les entreprises multinationales. Elle marginalise la diplomatie des États, les institutions internationales et le droit international. Le défi est de savoir s'il y a une autre manière de maîtriser l'interdépendance. Pour l'instant, trois catégories d'acteurs, arc-boutées sur une "loi du marché" transformée en religion, imposent leur domination. Il s'agit des acteurs économiques (multinationales et institutions financières internationales), des technocrates supranationaux et des représentants des États. La mondialisation multiplie les zones de non-droit. La guerre devient le paradigme du social. L'idéologie sécuritaire est imposée pour compenser la perte du lien social qui résulte de la dérégulation néolibérale. La mondialisation organise l'ordre du chaos.

La mondialisation comme idéologie se heurte à la prise de conscience des inégalités.

Il y a un retournement par rapport à l'offensive idéologique contre l'égalité qui a construit le néolibéralisme. Rappelons-nous, dans les années 70, le Club de l'Horloge en France qui avançait l'idée que l'inégalité est naturelle et, comme les guerres, propice au progrès et à la modernisation. De même, il avan-

La mondialisation multiplie les zones de non-droit. La guerre devient le paradigme du social. L'idéologie sécuritaire est imposée pour compenser la perte du lien social qui résulte de la dérégulation néolibérale. La mondialisation organise l'ordre du chaos.

çait qu'il y a un lien entre les inégalités génétiques et les inégalités sociales. Aujourd'hui, l'inégalité s'est imposée et a explosé. Et pourtant, elle est reconnue comme un frein même parmi les institutions dominantes. C'est sur le paradigme

de l'inégalité que se focalise la logique de la mondialisation.

Les tumultes de la mondialisation

Après avoir campé la mondialisation, il faut en venir à sa crise, aux tumultes de la mondialisation. Le monde ne va pas bien. En témoignent : la faim, l'eau, les pandémies, les migrations, le chômage, l'énergie, le climat et d'autres limites. La foi dans la croissance qui est censée tout résoudre a laissé place au doute. Roger Martelli explore les quatre ordres du monde : un agrégat de sociétés avec le monde des États-nations ; un monde des conflits et des rapports de forces ; des réseaux hiérarchisés ; une société monde.

Cette société monde, c'est aujourd'hui celle des multinationales et de la planète financière. Elle remplace le multilatéralisme par une diplomatie de club. Elle se gargarise avec la gouvernance, un discours qui a fait de la démocratie un mot creux. Elle se réduit à la réalité du monde de l'élite et des classes globales émergentes, celle d'une oligarchie de plus en plus apparente qui veut imposer sa légitimité au politique et à la société civile.

Comme il est dit fort bien, le monde ça va, ça vient. Chemin faisant on rencontre les nations, le monde en ses nations, le rapport entre le monde ●●●

●●● et les nations. La mondialisation n'est pas nouvelle et n'a pas succédé aux nations. L'histoire humaine a connu plusieurs mondialisations depuis son origine ; elle s'est déployée dans l'espace du monde. Comme l'ont montré Braudel et Wallerstein, la mondialisation actuelle a toujours été capitaliste et le capitalisme a toujours été mondial. L'exemple emblématique des débuts en est Venise. Dans son histoire, le capitalisme mondial connaît des cycles et des phases. La phase du néolibéralisme, de la financiarisation, a succédé à celle du capitalisme industriel fordiste et keynésien. Dans chaque phase, il y a une logique dominante et aussi des forces anti-systémiques qui s'y opposent. Ce sont leurs contradictions et leurs luttes qui produisent l'Histoire et ouvrent des chemins nouveaux. Quelles sont les forces anti-systémiques aujourd'hui et quels avens portent-elles ?

Le néolibéralisme conduit la dissociation de l'État et des territoires ; sur le plan économique-social, avec la dérégulation et la subordination aux pratiques financières, et sur le plan de l'organisation avec la gouvernance. Un nouveau territoire se recompose, à l'échelle du monde, du local au monde, en relativisant les frontières. Le rapport de la société au territoire est en redéfinition. Dans les territoires imbriqués et unifiés par les échanges, les statuts (l'ethnie, le groupe religieux, la caste ou la race) et les classes sociales introduisent des verticalités. Scindées par les classes, l'unité sociale est recherchée à travers la nation. C'est une communauté territoriale imaginée, née de l'histoire commune de la maîtrise longue

d'un territoire. À partir des États plurinationaux, l'invention des nations se forge à travers la langue, la religion, l'histoire, le mythe. Le modèle de la nation s'impose à la fin du XVIII^e siècle en imbrication avec l'État. Est-ce l'État qui fait la nation ou la nation qui fait l'État ?

Le capitalisme mondial connaît des cycles et des phases. (...) Dans chaque phase, il y a une logique dominante et aussi des forces anti-systémiques qui s'y opposent. Ce sont leurs contradictions et leurs luttes qui produisent l'Histoire et ouvrent des chemins nouveaux.

L'espace national est un intermédiaire réaliste entre le local et le monde. Il permet un équilibre entre les territoires de la quotidienneté et ceux de la participation collective à la décision. Dans l'idée nationale, l'amour de la patrie l'emporte sur le cosmopolitisme élitiste. Le recul du religieux accompagne l'affirmation démocratique de la souveraineté. L'unification subjective d'un peuple réel ou supposé peut relever du principe naturel ou d'une association volontaire. On retrouve le débat, conduit à 70 ans

d'intervalle, entre Fichte qui en arrive au « *droit du sang* » et Renan qui en appelle à « *un plébiscite de tous les jours* ».

La discussion sur le rapport entre le national et le supranational est centrale, même si elle n'est pas supposée durer éternellement. Nation et monde se juxtaposent ; le supranational est plus proche mais aussi plus lointain, plus opaque. Peut-on parler d'un *come back* national ? Un retour des nationalismes ou un retour des ethnicités ? La liaison est forte entre le peuple et l'État-nation mais elle est difficile à préciser. La notion de peuple est elle-même difficile à définir. Je retiendrai une très belle définition de Charles Chaumont : « *Un peuple se définit par l'histoire de ses luttes* ». Aujourd'hui, les conflits ne sont plus entre les États mais à l'intérieur des États. Pourquoi dans une société clivée en classes, le communautaire ou le national l'emportent-ils sur le social ? Probablement parce que les projets d'émancipation n'ont pas convaincu et que nous n'avons pas fait le deuil des échecs récents. Dans cette situation, la solidarité dans ses formes traditionnelles est indispensable à la survie de chacun et renvoie au communautaire et au national.

Le supranational est aussi confronté aux difficultés de l'universalisme. Le fondement des solidarités est en question. Le constat est que *l'universel vacille, le particulier revient*. Le marché a produit l'occidentalisme plus que l'universalité ; l'internationalisme a produit le soviétisme. La nation est à la fois ouverte et fermée ; la frontière protège et exclut. La clôture des nations ●●●

●●● se renforce. La nation, appuyée sur l'État moderne, est l'enveloppe sociale la plus structurante. La conscience nationale renvoie aux procédures d'identification à un territoire, elle s'adresse plus à la familiarité qu'à l'identité. Le territoire renvoie au lieu ; il est éclairé par les travaux de Marc Augé. L'absolu du lieu est totalitaire ; l'absolu du non-lieu, c'est la mort. Le contraire de l'absolu n'est pas le relatif, c'est le spécifique.

La mondialité en projet

La mondialisation du capital doit laisser la place à la mondialité du bien commun. C'est une hypothèse centrale du livre. Pour redistribuer les cartes, il faut remettre en cause les fondements de la mondialisation : le modèle de développement, celui de la croissance infinie et du produit financier ; le lien social, mis en cause par la concurrence généralisée et l'ordre sécuritaire ; le modèle de décision, constitué par l'oligarchie des experts, nommée bonne gouvernance.

Il s'agit donc d'aller au cœur du rapport entre mondialisation et capitalisme. C'est là que Roger Martelli avance une de ses propositions cardinales : décapitaliser plutôt que démondialiser. Il avance l'hypothèse que l'idée même de révolution n'est pas obsolète, même si les modèles insurrectionnels et étatistes ont fait long feu. Les deux hypothèses du mouvement ouvrier pour le dépassement du capitalisme sont en question. La révolutionnaire a buté sur le soviétisme, la réformiste sur la crise de l'État providence. Ce sont deux options du socialisme d'État qui sont entrées en crise. Dans la tension entre le réalisme

et la radicalité, la rupture ne s'oppose pas à la réforme. Les options mêlent le réformisme classique, le réformisme radical, l'expérimentation alternative et l'invention des formes nouvelles de production et de consommation.

Dans la tension entre le réalisme et la radicalité, la rupture ne s'oppose pas à la réforme. Les options mêlent le réformisme classique, le réformisme radical, l'expérimentation alternative et l'invention des formes nouvelles de production et de consommation.

On arrive à la relation entre les rapports sociaux et les territoires. Comment définir un mouvement politique transnational, à chaque échelle des rassemblements collectifs ; à l'échelle locale, nationale, continentale, notamment européenne et mondiale. Pour construire le mouvement critique en mouvement politique, il est nécessaire de comprendre la crise de la représentation et la méfiance par rapport à l'État et au partisan.

Ce qu'on retrouve au départ dans le modèle dominant, c'est la gouvernance qui résulte de la transposition, à la société et à l'État, de la logique de l'entreprise. Pour lui substituer la démocratie c

itoienne, l'approche des biens communs et des biens publics mondiaux est un fil conducteur. Pour promouvoir les biens publics, quoi de plus rationnel que les services publics ?

Du point de vue territorial, le nouveau modèle de pouvoir semble opposer la voie fédérale à la simple coopération des nations. Le fédéral porte la fuite vers le quasi État, le modèle supranational de l'État-nation ; la coopération interétatique sous-estime le supranational déjà existant. Le choix institutionnel pour la communauté internationale est incertain. La légitimité de la règle supranationale dans certains cas n'est pas supérieure à la norme légale propre à chaque État ; l'État-nation, à partir de l'espace étatique national a permis de passer d'un peuple de sujets à une communauté politique. Le peuple supranational n'est pas une réalité, le pouvoir transnational est, aujourd'hui, celui des multinationales, des banques et des administrations supranationales.

Comment penser un projet d'émancipation à partir de la mixité du national et du supranational. On peut relativiser la nation sans mésestimer son importance. Aucune autre communauté n'a relié engagement civique et identité collective à base territoriale et cadre d'un peuple souverain. Si la nation n'est plus le seul cadre prioritaire de référence, elle avance quand même la portée démocratique par rapport aux technocraties mondialisées.

Mais la nation ne se suffit pas. Les États ont perdu leurs prérogatives parce qu'ils l'ont voulu. La nation se transforme. De quelle nation ●●●

●●● s'agit-il : la nation-race, la nation-État, la nation-peuple ? Il ne s'agit pas du rejet de la nation, mais de la définition de sa légitimité. Elle se trouve moins dans une histoire et plus dans la participation de chacun à la décision et dans le libre déploiement des droits. Elle n'est pas incompatible avec la nation-État, mais elle n'en découle pas automatiquement.

La démocratie ne se construit pas par la disparition des nations ; les peuples ne sont pas sans appartenance. Mais l'appartenance ne se décline pas au singulier. (...) La multiplicité des appartenances conduit aux identités multiples.

L'espace européen sur le terrain économique et social est intermédiaire entre nation et monde ; c'est une réalité médiane entre l'émergence d'une société monde et le respect des plages de la souveraineté des nations ; ce n'est pas une quasi nation. Peut-on parler d'une idée nationale européenne ? C'est-à-dire d'un espace unifié de la production et des échanges ; des règles de droit stabilisées ; d'un État territorial rationalisé ; un cadre politique élargi et la souverai-

neté démocratique ; une culture commune ?

Une des questions qui se pose quand on parle de l'Europe, c'est la confusion entre la région européenne et l'Union européenne. La mondialisation se différencie déjà par grande région et une des orientations est de construire les régions géoculturelles en régions géopolitiques. De ce point de vue, l'Europe n'échappe pas à ce processus. Pour autant, l'évolution de l'Union européenne interroge la construction géopolitique de l'Europe et sa nécessaire recomposition institutionnelle.

La mondialité du bien commun passe par la gestion commune des biens communs de notre humanité. Il s'agit de mettre en commun ce que l'on a en propre, de valoriser le commun, ce qui appartient à plusieurs et qui est accessible à tous. Plusieurs questions sont alors à approfondir. La question de la souveraineté qui ne se confond pas avec l'étatisme. Ce qui ne suffit pas à épuiser la question de la souveraineté, comme l'analyse magistralement Monique Chemillier-Gendreau dans son dernier livre sur la guerre et la communauté universelle. La question de l'universel, de l'universalité du commun pour produire de l'universalisation. Elle implique la déconstruction de l'universalisme occidental, comme l'a si bien analysé Immanuel Wallerstein dans son livre sur l'universalisme européen, de la colonisation au droit d'ingérence.

La mondialité contre la mondialisation
Roger Martelli nous rappelle que le monde n'a plus de temps à perdre. Face

à la puissance d'une minorité de gagnants, de financiers et de technocrates, le réalisme est plutôt du côté de la rupture. Le socialisme dans un seul pays a été une illusion ; la résistance dans un seul pays le sera aussi. Mais, c'est un début nécessaire pour un engagement concerté transnational. La stratégie ne peut se limiter à réhabiliter l'action nationale et la légitimité des États dans leurs cadres territoriaux historiques, à revaloriser l'action interétatique et à délégitimer le transnational. D'autant que ce sont les États qui ont façonné la dérive néolibérale.

Il ne s'agit pas du rejet de la nation, mais de la définition de sa légitimité. Elle se trouve moins dans une histoire et plus dans la participation de chacun à la décision et dans le libre déploiement des droits.

Chemin faisant, on retrouve la démondialisation. *Faut-il démondialiser ou mondialiser autrement ?* Se dire pour la démondialisation montre bien qu'on est contre la mondialisation. Mais, à quelle stratégie cela correspond-il ? Le terme de *démondialisation* n'est pas gênant, comme mot critique, comme mot d'analyse. Mais il n'est pas suffisant pour ●●●

●●● bien comprendre la mondialisation et ce à quoi on s'oppose quand on parle de démondialisation. Surtout dans une période dans laquelle il faut en même temps démondialiser, pour trouver une alternative au néolibéralisme, et, dans le même temps, dans la phase longue de la mondialisation, sortir du capitalisme. Il faut alors réfléchir en termes de mouvements pour savoir quels sont les mouvements qui portent la démondialisation. L'aspect positif de la démondialisation, c'est qu'elle oblige à s'interroger sur les formes de résistances actuelles et sur leurs articulations. Pour aller plus loin, comment se définit le *démondialisme* ? Quelle est sa base sociale et quelle est la cible qu'il se donne ?

Quel est l'espace de la résistance : la nation ou le transnational ? Faute de démocratie supranationale, le pouvoir des élites et des experts l'emporte et caractérise la mondialisation. Mais, la démocratie nationale ne va pas mieux que la supranationale. Et certaines questions sont directement supranationales comme le climat, l'eau, les migrations... Quel est le temps de la résistance ? La stratégie doit articuler l'ambition de long terme et le sens de l'immédiat. Quelle communauté politique, quel processus citoyen, va sous-tendre les territoires supranationaux, les modalités nationales et locales de la mise en commun ?

Pour Roger Martelli, il faut changer de registre et suivre Edouard Glissant qui oppose à la mondialisation, la mondialité. Faire de la planète un monde, un espace du commun. Le contraire absolu

de la mondialisation, plutôt que la non-mondialisation ou la démondialisation, serait la mondialité. C'est le projet d'une Cité-monde construite par l'adhésion des peuples. C'est aussi une des réinventions de la démocratie ; les libertés individuelles ne trouvent pas de sens sans les libertés collectives. Cette démocratie ne se construit pas par la dispari-

**Il s'agit d'inventer
une autre communauté
politique en s'appuyant
sur la pensée critique,
les groupes
dissidents nouveaux,
les pratiques
subversives,
les États rétifs,
le droit international,
la convergence
des mouvements (...).**

tion des nations ; les peuples ne sont pas sans appartenance. Mais l'appartenance ne se décline pas au singulier. Edouard Glissant avait opposé à la conception première et exclusive de l'identité nationale, la conception féconde des identités multiples. La multiplicité des appartenances conduit aux identités multiples.

L'axe d'un mouvement historique s'appuiera sur des projets communs à l'échelle humaine toute entière, démocratiquement élaborés. L'enjeu, c'est le domaine du supranational contre

le monde-jungle des puissants, l'ordre impérial, le triomphe de la Bourse. Il s'agit d'inventer une autre communauté politique en s'appuyant sur la pensée critique, les groupes dissidents nouveaux, les pratiques subversives, les États rétifs, le droit international, la convergence des mouvements dont les forums sociaux donnent un exemple. Au marché et à la gouvernance, on peut opposer un nouveau couple égalité et citoyenneté en s'appuyant sur le mouvement contre la mondialisation actuelle. Pour que le libre développement des capacités humaines l'emporte sur l'accumulation illimitée de puissance et de richesse. Pour que la mondialisation cède à la mondialité.

Un beau livre qui se lit deux fois. Une première fois, dans la foulée, porté par le rythme enlevé et les formulations élégantes. Une seconde fois pour prendre la mesure de toutes les réflexions convoquées et des perspectives entrouvertes, sans choix binaires ni conclusions imposées. Pour chaque piste rencontrée, il identifie trois ou quatre déclinaisons ouvrant sur des possibilités et des alternatives. Il synthétise une foule de recherches qui se conclut par la mise en scène d'une magnifique bibliomonde commentée.



● **Gustave Massiah**

G. Massiah est membre du conseil scientifique d'Attac, membre fondateur du CEDETIM/IPAM, représentant du CRID au Conseil international du FSM.

Les européennes sont un scrutin local !

C'est devenu comme une course folle, un monologue du renoncement : *réformer la France, la faire entrer dans le 3^e millénaire, lutter contre les archaïsmes; il faut dire la vérité aux Français ; les Français ne comprennent plus leurs institutions, nos collectivités ne sont pas adaptées au siècle qui s'ouvre...*

Comme le reste de sa politique, le projet territorial de Manuel Valls me fait d'abord l'effet d'être celui d'un homme de droite infiltré pour faire sombrer la "gauche". Il pousse au suicide une «élite» aveuglée par les jeux de pouvoir et les éléments de langage. Pourtant, le projet est trop "énorme" pour être une pure folie. Si le gouvernement décide de se couper ouvertement du pays et d'une partie de ses élus locaux, c'est qu'il défend des intérêts, des intérêts de classe. La disparition des départements, de la moitié des régions, la baisse de 11 milliards des dotations aux collectivités sont un seul et même projet politique : construire des territoires à l'échelle de la compétition européenne et mondiale.

Vu de mon département alpin, ce passage en force semble pour beaucoup une stratégie politicienne, un nouveau chapitre d'une lutte "fratricide" entre les élus locaux et les élus des appareils. L'échelon départemental et son mode de scrutin "cantonal" a vu émerger des barons locaux qui ne pouvaient être élus sans une proximité/osmose avec un territoire. Les conseils régionaux sont des lieux de combat d'appareils et ne laissent que peu de place au local.

Les visées de la réforme sont pourtant bien plus grandes. Depuis des années, celui qui cherche des financements européens l'aura bien observé : l'Europe est construite sur la concurrence des territoires. Manuel Valls lance cette réforme structurelle pour répondre aux attentes de la "Commission". La disparition des départements et de la moitié des régions répond à un double objectif : la baisse des "coûts" et l'adaptation des collectivités aux "territoires" du marché.

Cette réforme ne tombe pas du ciel et rien n'est improvisé. Elle est aussi le fruit d'un long travail de "communication" sur les "mille-feuilles" et la "désorganisation". Le gouvernement risque pourtant de tomber sur un os. Depuis ces annonces, des élus de tout bord s'insurgent et des appels au référendum sont souvent lancés. Un pays est d'abord une construction culturelle. Les échelons des collectivités sont autant d'espaces de luttes et de consensus politiques. Ils sont le fruit d'une longue maturation dans les profondeurs de ce qui fonde un pays. Bien entendu, la vie elle-même pousse à de nouvelles inventions et il faudra trouver les formes adaptées à ce que nous voulons construire ensemble et aujourd'hui. Les nouvelles technologies, les transports, la rapidité de circulation de l'information, la transition énergétique

sont autant de nouveautés qui appellent à de nouveaux territoires. Rien de neuf ne peut pourtant venir sans projet de société et sans une place centrale pour l'action citoyenne. L'Europe doit être un de ces nouveaux territoires, un espace où l'on pourrait inventer une politique environnementale et énergétique commune, un espace pour inventer une force de paix, un lieu pour réguler les flux économiques et inventer des solidarités nouvelles. L'Europe doit être un outil pour irriguer

des territoires, urbains ou ruraux, créateurs d'alternatives concrètes, citoyennes et solidaires. L'Europe doit soutenir des projets de territoire avant de soutenir des échelles de collectivités, des complémentarités et non des concurrences. Dans ce cadre, qui peut trancher, sans débat, pour un avenir sans département et avec d'immenses régions ? qui ? à part ceux qui ont un intérêt à ce grand big bang ?

Le 25 mai est aussi un scrutin local !



● Laurent Eyraud-Chaume





Matières premières et denrées sont inégalement réparties dans le monde. L'homme les exploite et les affaires s'en sont emparées. Elles sauvent ou font chuter les gouvernants, créent des déséquilibres écologiques, enrichissent les uns et appauvrissent les autres. Cerises vous propose quelques étapes autour du globe. Cette semaine, le Chili et sa montagne de cuivre.

La ruée vers l'or rouge

«**L**os 33». Ou les 33 mineurs chiliens de la mine de San José, ressortis après 69 jours coincés à 700 mètres sous terre. C'était le 13 octobre 2010. Remontés un à un par un puits de fortune foré après l'éboulement des galeries. Communion planétaire dans l'émotion pour saluer le sauvetage de ces hommes.

Traités comme des rock stars, ils avaient même fait un rapide *media training* sous terre quelques jours avant de revoir le soleil, pour affronter les centaines de journalistes et les télévisions du monde entier qui attendaient leur sortie. Et recevoir les chapelets bénis pour l'occasion par le pape.

Ils sont vite retombés dans l'oubli, dans la misère pour certains. Et, cruelle injustice, trois ans après, l'enquête judiciaire sur l'accident a été clôturée sans preuves suffisantes pour incriminer les propriétaires privés de cette mine de cuivre, malgré les témoignages des mineurs et des syndicats sur la vétusté des installations et la déficience des systèmes de sécurité.

Le cuivre donc. Le Chili en est le premier producteur mondial, un tiers au total. Cet or rouge dont la Chine et le reste de l'Asie raffolent. Il représente 60 % des exportations du pays, le moteur de son

économie, et a permis au Chili de connaître en quelques décennies un «miracle économique», d'atteindre le PIB par habitant le plus élevé d'Amérique latine et de rentrer dans le club fermé des pays développés de l'OCDE.

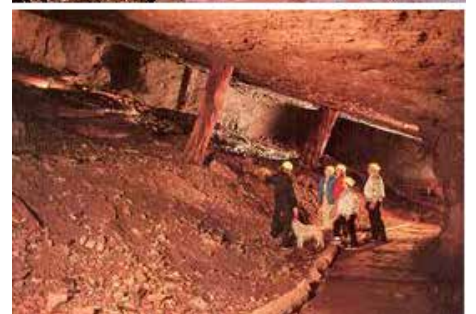
Miracle ? Plutôt un simple "effet de moyenne", qui masque des inégalités de revenu vertigineuses. Un calcul¹ situe ce pays en queue de peloton des 34 pays développés de l'OCDE, derrière même les États-Unis...

Inégalités entre classes sociales, affichées par une bourgeoisie urbaine à la richesse arrogante, mais aussi au sein de la classe ouvrière, avec des mineurs recherchés et bien payés.

À Santiago, le touriste peu curieux qui irait de l'aéroport à la ville moderne, le quartier d'El Golf, par l'autoroute qui contourne par le nord les quartiers populaires, peut facilement croire à ce miracle et s'imaginer dans une réplique continentale de Miami. Et ignorer les rues défoncées, les logements misérables et les services publics défaillants des quartiers les plus pauvres.

Le modèle économique néolibéral instauré par la dictature de Pinochet après le coup d'État de 1973 est un facteur

¹http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_%C3%A9galit%C3%A9_de_revenus



essentiel pour comprendre la situation actuelle du pays.

Il a été développé par les *Chicago Boys*, ces jeunes économistes chiliens (de droite) formés dans les années 70 par le prix Nobel d'économie Milton Friedman, puis nommés par la dictature aux postes clés du gouvernement, des banques et des administrations d'un pays redevenu "ami" des États-Unis. Après la présidence d'Allende qui avait tant effrayé

●●● et obsédé Nixon et Kissinger, alors en pleine guerre froide avec l'Union soviétique et Cuba, et les avait conduits à susciter et soutenir financièrement et militairement les coups d'État de 1973 : celui qui échoua en juin et celui qui réussit en septembre².

L'application de ces principes : dérégulation du travail et du commerce, privatisations massives, réduction de la taxation des entreprises, liberté d'investissement pour les multinationales, devait permettre d'attirer les capitaux étrangers, développer les exportations, et tirer le développement économique. En plus du gâteau, Pinochet offrit la cerise : pas de contre-pouvoir parlementaire ou populaire, interdiction des syndicats et des grèves³, suspension de nombreuses lois sociales. Le Chili fut dès lors le laboratoire le plus orthodoxe du néolibéralisme appliqué aux pays en développement. Et donné en exemple par les trois institutions washingtoniennes : le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC. Elles commencent seulement, 40 ans après, à remettre ce dogme en cause...

L'exemple le plus criant des ravages de cette politique est l'enseignement supérieur. Privatisées à partir de 1980 et ouvertes à la concurrence, les universités chiliennes sont aujourd'hui parmi les plus coûteuses au monde en proportion du niveau de revenus de la population. Les étudiants ou leur famille doivent s'endetter lourdement pendant de longues années pour payer les études, les subventions ou les bourses d'étude ayant été drastiquement réduites.

2. Cf *Allende c'est une idée qu'on assassine*, Thomas Huchon, éditions Eyrolles, août 2013.

3. Ironie de l'histoire, quand on se souvient du rôle de la grève des camionneurs privés, financée par la CIA, dans la paralysie du pays qui préluda au coup d'État.

C'est ce qui a poussé la jeunesse à manifester depuis deux ans pour demander le retour à la gratuité de l'éducation, et a contribué à l'élection de la socialiste Michelle Bachelet fin 2013.

Après quatre décennies de cette politique, le Chili est aujourd'hui victime de la "malédiction" des matières premières : une économie de rente dépendante d'une seule ressource dont le prix sur le marché mondial fluctue fortement. Rente qui ne pousse pas à développer des investissements alternatifs dans d'autres secteurs économiques. Certes, le Chili possède un tiers des réserves de cuivre dans le monde, mais le minerai extrait a une teneur en métal décroissante, au fur et à mesure de l'épuisement des couches les plus riches, et les coûts de production augmentent rapidement. Les multinationales minières exercent donc une pression forte sur le pays en menaçant d'aller travailler dans des pays aux coûts plus faibles, ou avec des réglementations environnementales plus laxistes, comme la Zambie, le Congo (RDC) ou la Mongolie.

La vague de nationalisation des mines chiliennes, qui culmina sous la présidence Allende, s'interrompt après le coup d'État. Aujourd'hui coexistent la société publique Codelco, les multinationales minières et des producteurs privés chiliens, comme pour la mine de San José.

Le gouvernement hésite donc à augmenter des impôts très bas (20 %)⁴ sur les sociétés minières, ou les royalties sur la production de métal. Une très grande partie des revenus du cuivre a ainsi été dilapidée pendant des décennies, enrichissant les actionnaires

4. taux de l'impôt sur les sociétés par pays : <http://www.kpmg.com/global/en/services/tax/tax-tools-and-resources/pages/corporate-tax-rates-table.aspx>



des compagnies minières internationales ou les propriétaires de mines chiliens. Et n'ont donc pas permis d'investir pour diversifier l'économie ou garder des réserves pour un futur au-delà du cuivre, comme le fait par exemple le fonds souverain norvégien avec une partie des revenus du gaz et du pétrole⁵.

La nouvelle majorité de centre gauche renversera-t-elle la vapeur ? Elle a promis d'augmenter les impôts, des sociétés et des plus riches, pour redresser le système éducatif public, les services sociaux et lutter contre les inégalités.

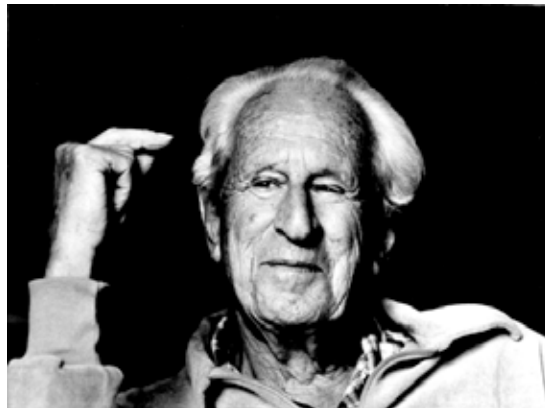
Des députés de gauche remettent aussi en question les discussions sur l'extension du traité commercial Amériques / Pacifique, le TPP (*Trans Pacific Partnership*), dont le Chili avait été l'un des membres fondateurs en 2005. En reprochant aux négociateurs une très grande opacité, la prééminence des lobbys privés, et des demandes inacceptables des multinationales pharmaceutiques sur la durée des brevets sur les médicaments, ou des géants de l'internet sur la propriété intellectuelle.

Exactement comme pour le TAFTA aujourd'hui entre les États-Unis et l'Europe. Le Chili nous paraît loin. Il est finalement très proche de nous.

● Hermès

5. http://fr.wikipedia.org/wiki/Government_Pension_Fund-Global

Par-delà l'homo consumens



Herbert Marcuse



Boris Vian, le progrès.

En février 1956, lors du Salon des Arts ménagers, Boris Vian (qui était le voisin de palier de Prévert à la Cité Véron) fit paraître sa "Complainte du progrès", satire farfelue et réjouissante de ce qu'on appellera plus tard "la société de consommation" qui n'en était alors qu'à ses débuts.

« *Autrefois, écrit-il, pour faire sa cour / on parlait d'amour / on offrait son cœur / Aujourd'hui, c'est plus pareil* »... Pour séduire *Gudule*, il faut lui offrir la panoplie des derniers perfectionnements de l'électro-ménager qui, avec Vian, se transforme en énumération délirante. Le frigidaire, bien sûr, et l'*atomixer*... mais aussi « *la tourniquette, pour faire la vinaigrette / le ratatine-ordures / et le coupe-friture* »...

Mine de rien, mine de rire, Vian dénonce l'emprise des objets sur les individus. Les choses (que chantera Pérec) plus importantes que les êtres. Vian ne fait pas le philosophe et il est probable qu'il n'avait rien contre la machine à laver ou

l'aspirateur qui ont apporté aussi une certaine libération à la femme, ou en tout cas une modernisation de sa "condition", mais il ressent visiblement la menace de réification que le progrès de la conso' fait peser sur les humains. Cette figure de l'aliénation, qui tient au fétichisme de la marchandise qu'avait décrit Marx, trouve aujourd'hui une expression quasi physique et visuelle dans l'envahissement des objets qui occupent de plus en plus l'espace des humains, au moins dans les sociétés capitalistes les plus développées.

Quelques années plus tard, le philosophe marxiste Herbert Marcuse tentait l'analyse de l'évolution du capitalisme américain, dans son ouvrage *L'Homme unidimensionnel*, édité en 1964 aux États-Unis et publié en France en avril 68. Ce qui contribuera à faire de Marcuse l'une des icônes intellectuelles du Mai étudiant.

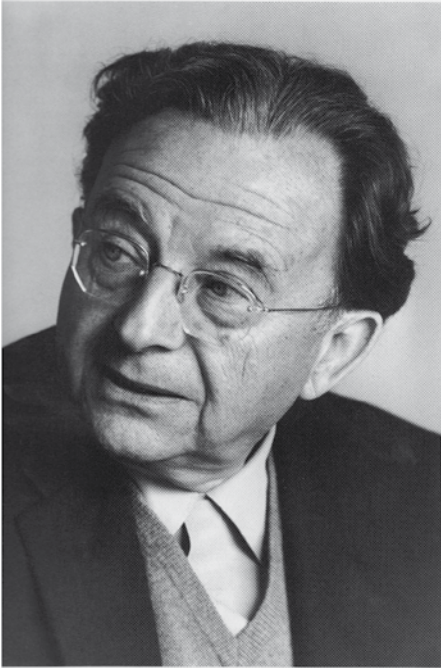
Marcuse est né en 1898 à Berlin, dans une famille juive aisée. Pendant la République de Weimar, il participe à un

Conseil de soldats. Après l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, il quitte le SPD complice des assassins pour rejoindre le mouvement spartakiste. Assistant de Heidegger, il rompt rapidement avec lui et rejoint Francfort où il participe à l'Institut de Recherche Sociale, que l'histoire retiendra sous le nom d'École de Francfort. Et quand Hitler arrive au pouvoir, il quitte l'Allemagne, pour la Suisse, puis les États-Unis.

Après avoir essayé de procéder à une relecture marxienne de Freud, sa question principale, dans les années d'après-guerre, est de comprendre les raisons du reflux du mouvement révolutionnaire.

Le mouvement communiste classique s'est montré, entre autres en France, très réservé à l'égard de Marcuse. Et il est vrai que sa pensée n'est pas toujours limpide... Mais à le relire aujourd'hui, la pertinence de beaucoup de ses analyses ne peut échapper.

Pour lui, la société industrielle est une société répressive et close, ●●●



Erich Fromm

●●● en quelque sorte totalitaire, qui investit la sphère privée comme la sphère publique, une société dans laquelle toute alternative véritable est annihilée et où tous les instincts sont mobilisés pour le maintien du système d'exploitation et la course à la rentabilité.

Cette société est celle du capitalisme moderne, mais l'Union soviétique (dominée par le mode de production mondial du capitalisme) en partage beaucoup de traits. (On sait aujourd'hui ce qu'a entraîné l'impératif de rattrapage du capitalisme.)

La technologie faussement neutre, la « démocratie » (dont Marcuse dit qu'elle « consolide la domination plus fermement que l'absolutisme »), alliée à l'expansion de la consommation, aboutissent à l'intégration de la classe ouvrière. D'après lui, celle-ci peut toujours mener, y compris aux États-Unis, des combats nécessaires, au plan économique et social, mais elle n'est plus le sujet porteur du projet révolutionnaire. (Il fait juste une exception pour la France et l'Italie où, note-t-il dans les années soixante, le mouvement ouvrier n'est pas encore complètement intégré).

« Avec le capital, les ordinateurs, le know-how, arrivent les autres "valeurs" : rapports libidineux à la marchandise, aux engins motorisés agressifs, à l'esthétique fausse du supermarché. »

À propos du « matérialisme » supposé de cette société, il ajoute : « ce n'est pas le matérialisme qui est faux, mais la non liberté. »

« Dans ce monde où la rationalité technologique est la seule dimension, la conscience heureuse tend à devenir prépondérante. » Ce qui conduit à « l'homme unidimensionnel » et rend la libération d'autant plus difficile.

Un autre représentant de l'École de Francfort, le psychanalyste et sociologue Erich Fromm, lui aussi juif allemand exilé aux États-Unis et lui aussi classé comme freudo-marxiste (dont les textes sont souvent sous une apparence de plus grande simplicité d'une belle profondeur), écrit :

« La société moderne crée un type d'homme que j'ai baptisé homo consumens, le consommateur, dont le principal objectif, à côté de travailler de 9 h à 17 h, est de consommer... C'est l'attitude de l'homme ou de la femme qui consomme tout avec voracité ; liqueurs, cigarettes, films, télévision, lectures, expositions, sexe, tout est changé en biens de consommation. Bien sûr, pour ceux qui vendent ces articles, il n'y a là rien de mal. Ils essayent de promouvoir cet esprit consommateur autant qu'ils peuvent. Mais si je tiens compte de certaines connaissances acquises grâce à ma profession, il y a là-dedans quelque chose

de profondément faux, car derrière cette urgence à consommer, il y a une vacuité intérieure, un sentiment du vide. En fait un sentiment de dépression, de solitude. »

Ces idées peuvent paraître anciennes et acquises. Mais elles débouchent sur une question d'une particulière actualité : la nécessité de faire la distinction entre les besoins vrais (à satisfaire) et les faux besoins provoqués par le capitalisme et qui au lieu de libérer l'homme l'aliènent. Fromm invite de ce point de vue à relire certaines pages particulièrement éclairantes de Marx dans lesquelles il montre comment la production capitaliste produit l'homme comme une marchandise.

Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus que la transformation du mode de production doit s'accompagner d'une réorientation des fins mêmes de la production, du mode de vie, du développement social et écologique. Ce qui rend indispensable un débat public sur les besoins réels qu'il faudrait satisfaire. C'est une question politique centrale. Et en même temps, une question morale, puisqu'elle touche à la définition du bonheur individuel.

Sans ce débat, le mot d'ordre « L'humain d'abord » risquerait de n'être qu'un vœu pieux...



● Francis Combes

Une histoire de l'éducation populaire



De mémoire d'eux
Pierre Carrelet

Les valeurs et les pratiques proposées par l'éducation populaire, particulièrement celles qui se réclament de la transformation sociale et politique, connaissent depuis quelques années un regain d'intérêt.

L'approfondissement de la crise démocratique de nos sociétés ne fait que rendre ce constat encore plus manifeste : la politique a horreur du vide, et lorsque celle portée et phagocytée par les institutions est en panne, le peuple a suffisamment d'intelligence collective en son sein pour expérimenter les alternatives utiles et nécessaires ... L'éducation populaire fait partie de ces alternatives actuelles en émergence.

Nous avons tous en mémoire la référence à ce champ de l'activité militante de la part d'Attac, lors de sa création... Plusieurs publications ont consacré depuis d'importants articles au renouveau de l'éducation populaire : citons, parmi beaucoup d'autres, *Politis*, *Cassandra*, *Résonnances*, etc. Des thèses novatrices ont vu le jour dont celle, enthousiasmante, d'Alexia Morvan, soutenue à Paris 8. Les rencontres se sont multipliées, des universités d'été. Des coopératives se sont construites pour consacrer leurs activités à ce domaine : Le Pavé, par exemple. Les conférences gesticulées de Franck Lepage rencontrent un intérêt grandissant partout en France, et ouvrent à de nouvelles pratiques militantes, etc.

La MJC de Martigues vient d'éditer à l'occasion de son 60^e anniversaire 2 DVD réalisés par Pierre Carrelet, avec le soutien du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur et de la Ville de Martigues.

On y trouve les témoignages de toutes celles et tous ceux qui, de près ou de loin, ont nourri de leurs réflexions et de leurs actions l'histoire de l'éducation populaire, autour des questions de la laïcité, de la formation du citoyen, de la pratique démocratique, des luttes sociales, de l'éducation artistique... Le premier DVD concerne la période de 1940 à 1984, le second celle de 1985 à 2012.

Des instruments précieux et utiles pour nos travaux et nos luttes !

● **Marc Lacreuse**

À commander à : MJC de Martigues, Bd Émile Zola, 13500 Martigues.

Guerre 14-18, qui jugera enfin les juvénocidaires ?



Voici un coup de sang de Gérard Hamon concernant les massacres de la guerre de 14-18. Nous pensons toutefois que tous les historiens ne peuvent pas être mis dans le même sac.

Le hasard de la lecture de documents de la guerre 1914-1918 laissés par mon grand-père paternel m'a conduit à me plonger dans cette période vieille de cent ans. À l'effarement provoqué par la lecture d'interminables listes de tués et de blessés par toutes les manières possibles dans les divers camps belligérants a succédé une sorte de rage. Comment les gens au pouvoir dans les pays en guerre ont-ils pu aussi allègrement faire massacrer sans la moindre hésitation autant de jeunes hommes de leurs pays respectifs ? Les mêmes et leurs successeurs se sont dédouanés de toute responsabilité en érigeant des monuments aux morts de la patrie reconnaissante, en leur attribuant des qualificatifs de "braves", de "héros" et autres poncifs. Cent ans plus tard, la même macabre mascarade recommence : des constats sur les misères de ces pauvres malheureux, leur soi-disant héroïsme, leur capacité d'endurance, l'horreur des combats, mais rien sur tous ceux, d'un camp ou de l'autre, qui ont organisé cette tuerie à grande échelle. L'Assemblée nationale si prompt à condamner le génocide arménien préfère regarder ailleurs quand il s'agit du meurtre planifié de millions de jeunes hommes.

Les gens de pouvoir d'aujourd'hui assurent la continuité et protègent ceux d'hier. Il faut surtout parler de paix pour mieux cacher les organisateurs et jouisseurs de guerre. Quelle que soit leur obédience, les historiens eux aussi regardent dans une autre direction. Ils ne mordront pas la main qui les nourrit. Tous ces gens n'ont aucune pudeur, aucune retenue, ils essayent encore de tirer profit du juvénocide. Combien de temps encore les flonflons bleu blanc rouge masqueront-ils la vérité ?

● **Gérard Hamon**

L'illustration est extraite de *Putain de Guerre*, de Jacques Tardi et Jean-Pierre Verney, dont le PCF expose les planches originales, jusqu'au 28 juin à l'Espace Niemeyer, 2 place du Colonel Fabien, Paris 19^e.

Rompre avec l'idéologie coloniale et néo-coloniale

Martinique : Édouard Glissant devant le mémorial des victimes de la traite négrière, à l'Anse Caffard : 15 statues, placées en triangle en référence au commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques, et orientées Cap 110, vers l'Afrique et le Golfe de Guinée. Le blanc est la couleur du deuil en Martinique.

On pourrait ne pas s'étonner des propos cette année d'un Th. Mariani (député UMP/Droite populaire) ou d'un Fr. Briffaut (maire FN) rejetant la nécessité de connaître et faire connaître ce pan de l'histoire coloniale de la France.

Mais qu'il ait fallu deux ans pour donner suite aux demandes de mission officielle pour se pencher sur les exactions de la France en Guadeloupe au 19^e et 20^e siècles conforte ces positions. Voir dans "Monde" sur www.communistesunitaires.net.



● **Tous ensemble pour refonder l'Europe.** « Le 25 mai nous nous opposons à l'Europe réactionnaire. Le 25 mai nous résistons aux politiques d'austérité et de destruction des politiques sociales. Le

25 mai nous mettons les bases d'une autre Europe : sociale, solidaire, au service des travailleurs. » Voir l'appel de Syriza Paris pour les élections européennes sur <http://syriza-fr.org/>



● **Basses oeuvres à huis clos.** Le 19 mai, à quelques jours des européennes, a lieu une nouvelle réunion des négociateurs de l'Union européenne et des États-Unis sur le "partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement" (TTIP/TAFTA). *L'Humanité* du 14 mai publie un huit pages sur les « basses oeuvres » en cours. Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Monde, Europe". Voir aussi *Cerises* n°199, 20/12/2013.

Invitation au premier café politique

L'hebdo *Cerises* et le séminaire Communisme vous invitent à un **café politique** avec :

Christian Laval, co-auteur avec Pierre Dardot du livre : *Commun, essai sur la révolution au XXI^e siècle* (La Découverte) soirée animée par Thierry Touzet et Daniel Rome

Vendredi 23 mai 2014 à 19 h
à la Galerie Amarrage
88 rue des Rosiers à Saint-Ouen (93)

Métro Garibaldi (ligne 13), métro Porte de Clignancourt (ligne 4) ou bus 85 arrêt Paul Bert